



Débat à Sopot (Pologne) les 17 et 18 avril 2008 sur la profession d'huissier de justice en France et en Pologne

Dans le cadre de la réforme du 24 mai 2007 de la loi polonaise du 29 septembre 1997 sur les huissiers de justice et sur l'exécution, une délégation de l'UIHJ menée par son président, Jacques Isnard, s'est rendue les 17 et 18 avril 2008 à Sopot (Pologne) pour participer à un débat sur les huissiers de justice en Pologne et en France.

Un modèle d'huissier de justice sur le plan européen

La réunion s'est tenue à Sopot, dans les locaux de la société Currenda. Cette société, dont le Conseil national des huissiers de justice de Pologne (CNHJP) est le gérant, est chargée de l'édition de revues et magazines professionnels (le magazine de l'UIHJ, « UIHJ Magazine », y est imprimé) ainsi que des logiciels, dont certains à l'usage de la profession.

La réforme du 24 mai 2007, entrée en vigueur le 28 décembre 2007, a apporté de nombreuses réformes à la loi du 29 septembre 1997 sur les huissiers de justice et sur l'exécution. Le CNHJP critique cette réforme. La nouvelle loi supprime le principe de territorialité attaché à une juridiction. Nos confrères considèrent que l'indépendance des huissiers de justice est battue en brèche, certains contrôles sur la profession étant désormais assurés par les juges. Également, la nouvelle loi a introduit un principe de rémunération sur la base de « no cure no pay » (pas de rémunération sans résultat) qui est jugé inacceptable. En effet, lorsque l'huissier de justice ne parvient pas à exécuter la décision de justice, il ne peut récupérer que ses débours. Une réunion s'est tenue à Paris entre l'UIHJ et les représentants du CNHJP en mars 2008 afin d'organiser un programme permettant à la profession de proposer des réformes pour que la Pologne dispose d'une profession d'huissier de justice qui soit harmonisée sur le plan européen et conforme aux exigences d'une profession indépendante et responsable.

Pawel Gintowt, Rafal Franczek



L'UIHJ était représentée par son président, Jacques Isnard, son 1^{er} secrétaire, Mathieu Chardon, également expert au Conseil de l'Europe, ainsi que par Françoise Andrieux, chargée de mission.

Les représentants du CNHJP étaient Gabriel Pietrasik président, Michal Redelbach, Andrejz Kulagowski, vice-présidents, Rafal Franczek, secrétaire, et Pawel Gintowt, président de la Commission nationale de révision. Étaient également présents Zenon Knypl, ancien juge au tribunal de seconde instance de Gdansk, Grzegorz Julke, chargé de cours de procédure civile à la Faculté de droit de Gdansk, Jan Treder, président de Currenda, Aleksandra Pelcer, huissier de justice à Sopot et Soraya Barrow-Kozik, assistante de la société Currenda. Dans son discours de bienvenue, Gabriel Pietrasik a remercié la délégation de l'UIHJ pour sa présence et son soutien. Le président du CNHJP a évoqué l'idée de la création d'un modèle d'huissier de justice qui pourrait être une solution pour tous les huissiers de justice en Europe. « Il ne s'agit pas de le faire appliquer partout mais nous espérons que les pays s'inspirent de ce modèle » a-t-il précisé. « C'est dans ce cadre que nous souhaitons connaître les conditions d'exercice de la profession d'huissier de justice en France ».

Des connaissances approfondies des lois françaises

Les débats ont tourné autour d'une série de thèmes et sous thèmes préparés par le CNHJP et soumis à Françoise Andrieux et Mathieu Chardon. Ils étaient dirigés par Michal Redelbach et recouvraient l'ensemble des aspects de la profession en France :

- l'organisation du système judiciaire ;
- le statut de l'huissier de justice ;
- les activités des huissiers de justice ;
- la compétence territoriale des huissiers de justice ;
- la base légale de l'exécution ;
- la création et la suppression des études d'huissier de justice ;
- le financement de l'activité de l'huissier de justice ;
- le contrôle des activités des huissiers de justice ;
- la responsabilité de l'huissier de justice ;
- l'organisation professionnelle et l'indépendance des huissiers de justice ;
- le système de protection sociale et d'assurance sociale et professionnelle.

Les confrères polonais avaient à leur disposition les traductions en polonais de l'ensemble des textes relatifs à la profession d'huissier de justice en France. Soumis à un feu de questions toutes très pertinentes sur des aspects pratiques et théoriques, les experts de l'UIHJ ont ainsi pu apprécier les connaissances approfondies des lois françaises de la part de leurs interlocuteurs. Les débats se sont révélés très enrichissants pour l'ensemble des participants.

Le président Isnard a insisté sur la nécessité pour les huissiers de justice de développer l'axe de la formation. « La formation donne vocation aux huissiers de justice à exercer l'ensemble des activités prévues dans le projet de pluridisciplinarité de l'UIHJ présentées lors du conseil permanent de l'UIHJ en novembre 2006, lequel comporte 16 points » a-t-il indiqué.

(cf : <http://www.uilhj.com/rubrique.php?ID=1015931&lg=fr> ; <http://www.uilhj.com/rubrique.php?ID=1015931&lg=ang>)

No Cure No Pay !

À la fin des débats, une évaluation de la loi polonaise sur les huissiers de justice a été présentée par Jacques Isnard. Il a indiqué qu'il existe une différence de conception sur le statut de l'officier ministériel entre la France et la Pologne.



De Gauche à droite — From left to right: Gabriel Pietrasik,
Michal Redelbach, Andrzej Kulagowski, Pawel Gintowt

Les explications données par nos confrères polonais indiquent qu'en Pologne l'huissier de justice exerce à titre privé des fonctions qui ressortent d'un service public et qu'elles sont à ce titre soumises au contrôle direct du juge. En France, les huissiers de justice ont un statut d'officier ministériel. Ils sont indépendants et libres tout en étant soumis à une responsabilité civile, pénale et professionnelle permanente. « Ainsi, la critique que l'on peut faire du système polonais est le manque d'indépendance entre les huissiers de justice et les autorités et les magistrats » a déclaré le président de l'UIHJ. Puis de souligner que « la Pologne n'est pas en conformité avec la recommandation (Rec)2003/17 du 9 septembre 2003 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres sur l'exécution des décisions de justice ». Et d'expliquer : « L'interaction entre le juge et l'huissier de justice n'est pas clairement énoncée. Le système « No cure no pay » n'est pas acceptable. L'huissier de justice n'a qu'une obligation de moyens Il doit tout mettre en œuvre pour exécuter la décision de justice mais il n'a pas à payer les conséquences de l'insolvabilité du débiteur. La recommandation 17 prescrit que l'huissier de justice doit recevoir une juste rémunération pour les activités qu'il mène. La Pologne est un grand pays par la taille, la population et le nombre d'huissiers de justice. Il faut donc envisager de bâtir un statut moderne orienté vers le futur et des perspectives multiples. Il faut soigner la formation et la communication. Pour cela, il faut des moyens financiers et voir ce qu'il est possible de faire au niveau des cotisations. »

Ces deux journées de débats seront suivies d'autres réunions. Un séminaire est déjà programmé des 12 au 16 mai à Wisla (Pologne). Il réunira des représentants de la profession, ainsi que des professeurs de droit et des magistrats, afin de discuter sur les réformes à apporter à la loi sur les huissiers de justice. Une visite d'une délégation polonaise à Marseille (France) a également été décidée pour fin juin. Parallèlement, l'UIHJ va également organiser une visite en Belgique et aux Pays-Bas pour les confrères polonais. Enfin, il a été décidé de se réunir annuellement avec la CNHJP pour discuter de l'évolution du dossier et de l'état de la profession d'huissier de justice en Europe.

Les participants — The participants



Debate In Sopot (Poland) On 17 & 18 April 2008 On The Occupation Of Judicial Officer In France And Poland

Within The Framework Of The 24 May 2007 Reform Of The 29 September 1997 Polish Act On Judicial Officers And Enforcement, A UIHJ Delegation Lead By Its President, Jacques Isnard, Went To Sopot (Poland) On 17 & 18 April 2008 To Take Part In A Debate On Judicial Officers In Poland And France.

A Model For Judicial Officers On A European Level

The meeting was held in Sopot, in the buildings of the Currenda company. This company, which is owned by the National Council of the Judicial Officers of Poland (NCJOP), is charged with the publishing of professional books and magazines (the magazine of the UIHJ, "UIHJ Magazine", is printed there) as well as software, of which some are designed for the use of the profession. The reform of 24 May 2007, which came into effect on 28 December 2007, brought many changes to the 29 September 1997 Act on Polish judicial officers and enforcement. The NCJOP criticises this reform. The new law removes the principle of territoriality attached to a jurisdiction. Our fellow-members consider that the independence of the judicial officers is at stakes, some controls on the profession being ensured by judges from now on. Also, the new law introduced a principle of remuneration on the basis of "No Cure No Pay" which is considered to be unacceptable. Indeed, when a judicial officer does not manage to carry out the court decision, he cannot charge any fee to the creditor for his work and time and can only be reimbursed for his expenses. A meeting was held in Paris in March 2008 between the UIHJ and the representatives of the NCJOP in order to organise a program aiming at proposing reforms to ensure that Poland has an occupation of judicial officer which is harmonised on a European level and in accordance with the requirements of a fully independent and responsible profession.

The UIHJ was represented by its president, Jacques Isnard, its 1st secretary, Mathieu Chardon, also expert at the Council of Europe, and by Françoise Andrieux, representative.



De Gauche à droite — From left to right: Mathieu Chardon, Jacques Isnard, Françoise Andrieux

The representatives of the NCJOP were Gabriel Pietrasik, chairman, Michal Redelbach, Andrejz Kulagowski, vice-chairmen, Rafal Franczek, secretary, and Pawel Gintowt, president of the National Revision Commission. Were also present Zenon Knypl, former judge at the High Court of Gdansk, Grzegorz Julke, lecturer of civil procedure at the Faculty of Law of Gdansk, Jan Treder, president of Currenda, Aleksandra Pelcer, judicial officer in Sopot, and Soraya Barrow-Kozik, assistant at Currenda.

In his welcome short speech, Gabriel Pietrasik thanked the UIHJ delegation for its presence and support. The president of the NCJOP evoked the idea of the creation of a model of judicial officer which could be a solution for all the judicial officers in Europe. *"It is not about implementing this everywhere but we hope that the countries will consider taking this model as a starting point"* he specified. *"It is within this framework that we wish to know the conditions of exercise of the occupation of judicial officer in France"*.

Thorough Knowledge Of French Laws

The debates turned around a series of topics and sub topics prepared by the NCJOP and submitted to Françoise Andrieux and Mathieu Chardon. They were chaired by Michal Redelbach and covered all aspects of the profession in France:

- The organisation of the legal system;
- The statute of the judicial officer;
- Activities of the judicial officers;
- The jurisdiction of the judicial officers;
- The legal base of enforcement;
- The creation and suppression of the offices of judicial officer;
- Financing of the activity of the judicial officer;
- The control of the activities of the judicial officers;
- The liability of the judicial officer;
- The professional organisation and the independence of the judicial officers;
- The Social Security and the professional protection systems.

The Polish fellow-members had at their disposal the polish translations of

De Gauche à droite — From left to right : Grzegorz Julke, Zenon Knypl, Jan Treder, Soraya Barrow-Kozik



the whole of the texts relating to the occupation of judicial officer in France. Submitted during two days to a fire of very relevant questions all on practical and theoretical aspects, the experts of the UIHJ thus could appreciate the thorough knowledge of French laws on behalf of their interlocutors. The debates appeared very enriching for all the participants.

President Isnard insisted on the need for the judicial officers to develop the axis of training. *"Training allows the judicial officers to exert the whole of the activities mentioned in the UIHJ project of a Multi-Field Judicial Officer presented at the time of the permanent council of the UIHJ in November 2006, which includes 16 points"* he indicated.

(<http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1015931&lg=fr> - <http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1015931&lg=ang>)

No Cure No Pay!

At the end of the debates, an assessment of the Polish law on judicial officers was made by Jacques Isnard. He said that there is a difference on the conception of the statute of the profession between France and Poland. The explanations given by our Polish fellow-members indicate that in Poland the judicial officer exerts on a purely private basis functions which relate to a public service and that they are for this reason subjected to the direct control of the judge. In France, the judicial officers have a statute of *"officier ministeriel"*. They are independent and free while being subjected to a permanent and full civil, penal and professional liability. *"Thus, the criticism which one can make of the Polish system is the lack of independence between the judicial officers and the authorities and the Judges"* declared the president of the UIHJ. Then he stressed that *"Poland is not in conformity with the recommendation (Rec) 2003/17 of 9 September 2003 of the Committee of the Ministers of the Council of Europe to the Member States on enforcement."* And to explain: *"The interaction between the judge and the judicial officer is not clearly stated. The system "No Cure No pay" is not acceptable. The judicial officer does not have an obligation to succeed in his mission. He must do everything to carry out the court decision but he does not have to pay the consequences of the insolvency of the debtor. Recommendation 17 prescribed that the judicial officer must receive a fair remuneration for the activities which he undertakes. Poland is an important country by its size, population, and by the number of its judicial officers. It is thus necessary to plan to have a modern statute opened and turned towards the future. It is necessary to consider training and communication. For that, one needs financial means, and to see what is feasible on the level of contributions."*

These two days will be followed with other meetings. A seminar is already planned from 12 to 16 May 16 in Wisla (Poland). It will bring together representatives of the profession, as well as Law professors and Judges, in order to discuss the reforms for the law on judicial officers. A visit of a Polish delegation in Marseilles (France) was also decided for the end of June. In parallel, the UIHJ will also organise a visit in Belgium and in the Netherlands for the Polish fellow-members. Lastly, it was decided to meet annually with the NCJOP to discuss the evolution of the situation and the state of the occupation of judicial officer in Europe.